

Visite au sein de la CDJP-Uvira

Dans le cadre de visite institutionnelle des élevés des écoles de la place, CDJP/Uvira a reçu en date du 05 avril 2019 la visite les élèves la 5^{ème} secondaire, de la section Technique



sociale, de l'institut Zawadi ya Raïs. Accompagnés par leur enseignant-titulaire, ces élèves ont été accueillis par Mr Emmanuel Musafiri, le chargé de projet de la CDJP-Uvira. Celui-ci leur fait une visite guidée dans les différents bureaux de la CDJP. Après il leur avait une présentation succincte de la CDJP :

- Historique,
- objectifs,
- fonctionnement
- statut juridique
- les activités réalisées
- projets d'avenir
- les ressources de la CDJP

Activités du projet autonomisation des communautés et femmes victimes des violences sexuelles et basées sur le genre (SGBV) par le biais d'un soutien juridique, psychosocial et de moyens de subsistance.

Le 11/04/2019, Une séance de sensibilisation et renforcement des capacités au profit de 50 personnes : femmes, hommes et les jeunes, sur la lutte contre les violences sexuelles et l'accès aux services disponibles de prise en charge, a été tenue à Rungu centre dans le village de Kagurube dont l'objectif était de sensibiliser les femmes, les hommes et jeunes de lutter contre les violences faites à la femme et de référer les survivantes aux services disponibles de prise en charge : psychosocial, médicale et juridique. Les thèmes développés étaient :

- les notions sur les droits humains
- les violences basées sur le genre et les violences sexuelles
- les principes élémentaires dans la prise en charge des violences sexuelles



A la fin de l'atelier, les participants ont signé l'engagement de s'impliquer dans la lutte contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre dans leur communauté, à travers les sensibilisations de la population, la dénonciation des cas de violences sexuelles et basées sur le genre.

Le 17 Avril 2019 : une séance de sensibilisation au profit de 30 autorités, leaders communautaires sur les droits humains, les lois contre les violences basées sur le genre et la lutte contre les normes et pratique communautaire discriminatoire à l'égard de la femme a été tenue à Runingu centre dans le village de Kagurube. Cet atelier avait pour objectif de susciter les autorités et les leaders communautaires à prendre leur responsabilité dans la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre, également dans la lutte contre les normes et pratiques communautaires discriminatoires à l'égard de la femme, par l'application des différents textes légaux qui protègent les droits de la femme et ceux qui répriment les violences sexuelles et basées sur le genre.



A l'issu de cet atelier, les autorités et leaders communautaires présents, ont compris que le mieux à faire de commencer à appliquer ce que disent les lois en matière de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre. Mais ce qui bloque dans tout ça ce sont les us et coutumes du milieu, où comprend mieux que la population est plus accrochée aux pratiques coutumières. Dans ce sens, ils ont pris l'engagement de pouvoir vulgariser les lois nécessaires dans les différentes rencontres organisées dans le village, afin que la population puisse aussi être au courant de ce que disent les textes juridiques.

Le 30 avril 2019 un forum d'échange et de discussion sur les normes et pratiques communautaires discriminatoires à l'égard de la femme a été organisé à Runingu et il avait réuni 30 personnes : autorités locales coutumières, les gardiens de coutumes, les leaders communautaires, les femmes et les jeunes. A partir des échanges et travaux en carrefour, tous les participants ont compris que les coutumes sont sujets à évolution et qu'en leur sein on y trouve des normes et pratiques, bien qu'acceptées par tous, sont discriminatoires vis-à-vis de la femme et de la jeune fille. Pour une société meilleure, égalitaire entre homme et la femme et sans violence, on doit faire évoluer les coutumes à l'évolution du monde actuel.



Certaines pratiques ont été identifiées comme discriminatoires :

- le mariage précoce, par la pratique de rapt et l'imposition à la jeune fille par ses parents de son futur mari
- la pratique de lévirat, consistant pour la femme de prendre en second mariage le petit frère de son défunt époux (son premier mari)
- l'exclusion de la femme et de la jeune fille à l'héritage sous prétexte qu'elles ne perpétuent jamais la lignée familiale, on se trouve dans le système « patriarcat » ;
- étant en période menstruelle, la femme ne peut pas dormir avec son mari et ne peut jamais cuisiner la nourriture pour son mari en cette période, et tant d'autres.

A l'issu de cet atelier, les autorités coutumières et les gardiens de coutumes ont pris l'engagement de s'impliquer davantage dans la lutte contre ces pratiques discriminatoires, en privilégiant l'application des prescrits légaux.

Du 03 au 04 Mai 2019, un atelier de sensibilisation et de renforcement des capacités de deux tenu à Runingu, en faveur des hommes uniquement sur la lutte contre les normes et pratique discriminatoires à l'égard de la femme et sur la masculinité positive en vue de la promotion de l'égalité genre.



Il a été question de conscientiser les hommes à s'engager dans la lutte contre les pratiques discriminatoires à l'égard de la femme. Car il est bien claire que les hommes sont les premiers bénéficiaires des prescrits des coutumes au dépens des femmes et ce sont les hommes qui sont les principaux auteurs des actes discriminatoires vis-à-vis des femmes. Pour cela, les hommes doivent agir en modèle masculin acceptable, des hommes engagés dans la lutte contre la violence faite à la femme. Tout cela doit commencer à partir du ménage. Leurs systèmes de vie, les actes posés en famille doivent promouvoir l'égalité genre entre l'homme et la femme, doivent refléter la non violence.

A la fin de l'atelier, chaque homme a pris et signé l'engagement de pouvoir changer lui-même, à travers un comportement qu'il adopte dans sa famille et qui est discriminatoire envers sa femme et ses enfants, avant de procéder à la sensibilisation des communautés pour un changement des comportements.